prêtre ayant juridiction, tout prêtre peut absoudre de toutes les censures et de tous les péchés". Par conséquent, le Rituel suppose qu'un prêtre, qui n'a pas d'ailleurs de juridiction, ne peut pas absoudre un moribond en présence d'un autre prêtre qui a la juridiction pour entendre les confessions.

Toutefois, les théologiens admettent communément qu'un simple prêtre, dénué de tout pouvoir, peut absoudre un moribond, même en présence d'un prêtre ayant juridiction, a) lorsque celui-ci ne peut ou ne veut pas entendre ce malade en confession ; b) lorsque le malade éprouve une grande répugnance, une répugnance insurmontable à s'adresser au prêtre ayant juridiction qui est présent. L'Église est une tendre mère qui ne veut pas la mort de ses enfants : on a donc lieu de croire que, dans ces différents cas, elle vient en aide au malade en déléguant le prêtre qui n'a pas de juridiction.

Mais, en dehors de ces circonstances, les théologiens discutent à savoir si un prêtre, qui n'a pas de juridiction, peut absoudre un moribond en présence d'un prêtre qui a la juridiction pour entendre les confessions. Les uns plus communément soutiennent qu'alors le prêtre n'ayant pas de juridiction ne peut pas absoudre ; les autres estiment avec probabilité que l'Église dans ce cas lui confère la juridiction et qu'il peut absoudre.

Déjà, le 29 juillet 1891, le Saint-Office a décidé qu'on ne doit pas inquiéter ceux qui tiennent pour valide l'absolution donnée à un fidèle en danger de mort par un prêtre qui n'a pas de juridiction, même quand on pourrait facilement appeler un prêtre ayant juridiction.

Enfin, le Code met fin à toute controverse en affirmant qu'un prêtre, dénué de tout pouvoir, peut, même en présence d'un prêtre ayant juridiction, absoudre valablement et licitement de n'importe quel péché ou censure tout fidèle qui est en danger probable de mort.

Cependant, il faut noter avec le Code que : a) L'absolution du complice, qui est en danger de mort, est valide mais gravement illicite, hors le cas de nécessité. (Canon 884.) — D'après les théologiens, le cas de nécessité existe, s'il n'y a pas d'autre prêtre présent, ou bien si de fait un autre prêtre est présent, mais qui ne veut pas entendre la confession du moribond, ou à qui celui-ci refuse absolument de se confesser, ou qui ne peut être appelé sans scandale ou infamie grave.

b) De plus, si un fidèle, étant en danger de mort, a été absous par un prêtre non délégué d'une censure *ab homine*, c'est-à-dire infligée par précepte personnel spécial ou par une sentence particulière, ou d'une censure très spécialement réservée au Souverain Pontife, et s'il revient à la santé, il est tenu, sous peine